

IRAN

Tension chez les conservateurs avant l'investiture du président

Le président Mahmoud Ahmadinejad, qui doit être investi la semaine prochaine, semblait, hier, fragilisé par des tensions croissantes avec son propre camp qui ont conduit au limogeage du ministre des Renseignements.

Le quotidien conservateur *Tehran Emrouz* titrait «Journée chaotique pour le gouvernement» après le départ du ministre des Renseignements, Gholamhossein Mohseni Ejeie, qui a été démis, la veille, de ses fonctions.

Selon l'agence Mehr, M. Mohseni Ejeie, un conservateur influent au sein du cabinet, avait eu un affrontement verbal avec M. Ahmadinejad mercredi dernier.

En revanche, le président a rejeté la démission du ministre de la Culture, Mohammad Hossein Safar Harandi, selon un responsable de la presse au sein du bureau présidentiel, cité par l'agence Isna.

«Seul le ministre des Renseignements a été limogé», et par conséquent, «le gouverne-

ment n'a pas besoin d'un nouveau vote de confiance» du Parlement, a ajouté Mohammad Jafar Mohammadzadeh.

Selon le gouvernement, avec le limogeage de M. Mohseni Ejeie, dix ministres sur un total de 21 ont changé depuis 2005.

Or, selon la Constitution, le président doit demander un nouveau vote de confiance pour l'ensemble de son gouvernement si plus de la moitié des membres du cabinet changent.

«J'espère que ces limogeages (des ministres de la Culture et des Renseignements) ne seront pas confirmés, car sinon, on peut dire que le gouvernement a commis une opération suicide», a déclaré le député conservateur Heshmatollah Falahatpisheh au *Tehran Emrouz*.

«Je ne sais pas pour quelle raison le président a agi ainsi, mais c'est contraire à l'intérêt national et à l'intérêt du gouvernement», a-t-il ajouté.

Ces cafouillages démontrent



M. Gholamhossein Mohseni Ejeie.

Photos : DPA

les tensions grandissantes au sein du camp conservateur, alors que Mahmoud Ahmadinejad doit être investi le 5 août prochain avant de présenter son gouvernement aux députés pour approbation.

Les dissensions ont éclaté au grand jour lorsque le président a nommé un de ses proches, Esfandiar Rahim Mashaie, au poste de premier vice-président.

Plusieurs ministres, notamment ceux des Renseignements et de la Culture, avaient critiqué

cette nomination et surtout le retard de M. Ahmadinejad pour obéir au Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, qui avait ordonné d'«annuler» cette nomination.

Quelque 200 députés ont envoyé, dimanche, une lettre au président pour lui demander «de corriger son comportement de sorte que les points de vue du Guide suprême soient appliqués avec plus de rapidité et de sérieux», selon le député conservateur Mouss-al-Reza Servati,

cité par l'agence Ilha. Annoncée le 17 juillet, la nomination de M. Rahim Mashaie avait provoqué un tollé. Les conservateurs et le clergé ne lui ont pas pardonné pas une entorse à la rhétorique du régime, quand il avait affirmé, en juillet 2008, que l'Iran était «l'ami du peuple américain et du peuple israélien». De son côté, l'opposition, qui avait vivement contesté le résultat de l'élection présidentielle du 12 juin, reste mobilisée et a demandé, dimanche, l'autorisation d'organiser, jeudi, une cérémonie en hommage aux personnes tuées au cours des manifestations qui ont suivi la réélection de M. Ahmadinejad.

Le Parlement, dominé par les conservateurs, a mis en place une commission spéciale pour suivre la situation des personnes arrêtées lors des manifestations, après l'annonce dans la presse, ces derniers jours, de la mort en prison de deux jeunes manifestants. Selon les chiffres publiés par les médias officiels, entre 1 000 et 2 000 personnes ont été arrêtées lors des manifestations. Les autorités ont affirmé que la plupart d'entre elles ont été libérées.

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 60 ANS

Pékin et Taïwan échangent leurs premiers messages officiels

La Chine et Taïwan ont échangé, hier, leurs premiers messages officiels directs depuis 60 ans, selon des responsables, à l'occasion de la réélection, la veille, du président taïwanais Ma Ying-jeou à la tête du parti Kuomintang (KMT, au pouvoir).

«M. Ma Ying-jeou, je souhaite vous adresser mes félicitations pour votre élection à la présidence du Kuomintang», a

déclaré le président chinois Hu Jintao qui s'exprimait en qualité de secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC).

«J'espère sincèrement que nos formations continueront de promouvoir un développement pacifique de part et d'autre du détroit ainsi qu'une confiance politique réciproque, et que nous œuvrerons de concert au bien-être du peuple vers la grande renaissance

du peuple chinois», a ajouté M. Hu, dont les propos étaient rapportés par l'agence officielle Chine nouvelle.

M. Ma s'est, quant à lui, félicité des relations Taïwan-Chine qui ont pris «le chemin de la paix».

Ma Ying-jeou, apôtre d'un rapprochement avec la Chine rivale, a été élu, dimanche dernier, à la tête du parti nationaliste KMT avec plus de 92 % des suffrages.

Il avait pris, une pre-

mière fois, la tête de cette formation en 2005 avant d'en démissionner deux ans plus tard après une inculpation pour des malversations présumées, pour lesquelles il a été blanchi.

Taïwan, séparée de fait de la Chine communiste depuis 60 ans, est toujours considérée par Pékin comme une de ses provinces.

Les relations se sont cependant nettement réchauffées depuis l'arri-

vée au pouvoir en 2008 de M. Ma, qui s'est engagé à resserrer avec Pékin des liens mis à mal par son prédécesseur pro-indépendantiste. Le rapprochement s'est concrétisé en décembre 2008 avec la mise en place des «trois liaisons» directes (postales, aériennes et maritimes). Le gouvernement taïwanais a également encouragé l'accueil de touristes chinois, tout en facilitant les investissements de Chine.

JAPON

L'opposition japonaise dévoile un programme économique ambitieux

Le Parti démocrate du Japon (PDJ), principal mouvement d'opposition, a dévoilé, hier, un programme centré sur les dépenses en faveur des familles et des plus démunis, et la réduction du pouvoir des bureaucrates.

L'opposition promet, grâce à ce programme de gouvernement, la mise en place à partir de 2011 d'une allocation familiale mensuelle de 26 000 yens (200

euros) par enfant et la quasi-gratuité de l'enseignement scolaire.

Le PDJ, principal mouvement d'opposition et favori des législatives du 30 août prochain, compte également relever le salaire minimal, abolir les péages sur les autoroutes, réduire les impôts pour les petites entreprises ou encore renforcer la protection des chômeurs en fin de droits.

Réduire l'influence de la puissante bureaucratie japonaise sur

les décisions politiques est également un des grands chevaux de bataille du PDJ.

S'il arrive au pouvoir, le PDJ a, par exemple, l'intention de confier à des parlementaires une centaine de postes dans la haute administration afin de limiter l'influence des fonctionnaires de carrière actuellement tout puissants. Le parti a également pour objectif de réduire de 25% les émissions de gaz à effet de serre du Japon en

2020 par rapport à leur niveau de 1990, un objectif beaucoup plus ambitieux que la réduction de 8% prévue par l'actuel exécutif.

Le PDJ est donné grand favori pour emporter les élections législatives anticipées du 30 août, face au Premier ministre conservateur sortant Taro Aso, dont l'impopularité n'a cessé de croître ces derniers mois, selon les observateurs.

PROCHE-ORIENT

Gates à Amman pour des discussions avec le roi Abdallah II

Le secrétaire américain à la Défense Robert Gates a entamé, ce lundi, une visite en Jordanie, où il aura des entretiens avec le roi Abdallah II et d'autres responsables jordaniens.

Lors de cette visite effectuée dans le cadre d'une tournée au Proche-Orient pour relancer le processus de paix dans la région, M. Gates doit discuter avec le roi Abdallah II des efforts américains visant à relancer les pourparlers de paix entre Israéliens et Palestiniens, a affirmé une source jordannienne.

M. Gates aura également un entretien séparé avec le commandant en chef de l'armée, le général Khaled Jamil Sarayra, précise-t-on de même source.

A l'ambassade américaine à Amman, le responsable américain devait tenir une conférence de presse dans l'après-midi.

Le déplacement de M. Gates dans la région coïncide avec la visite de l'émissaire américain pour le Proche-Orient, George Mitchell.

A compter de mardi prochain, une délégation menée par le conseiller à la sécurité nationale de Barack Obama, James Jones, est également attendue.